

## Contribution de TIGF à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs.

Dans le cadre de cette Consultation Publique sur l'accès aux réseaux de transport des gazo intensifs, les deux options présentées font état d'un raffermissement de 40 GWh/j de capacité à la liaison Nord-Sud.

Dans le contexte actuel de flux orientés du Nord vers le Sud, TIGF approuve toutes les mesures qui faciliteront la gestion des flux à la liaison Nord-Sud et donc l'accès à la zone TIGF.

Toutefois, TIGF s'étonne qu'une telle mesure (*le raffermissement de 40 GWh/j*) qui augmente sensiblement la capacité ferme à la Liaison Nord-Sud (+17%) n'ait pas été envisagée plus tôt.

En effet, depuis quelques années déjà, la gestion de la liaison Nord-Sud fait l'objet de nombreuses discussions dans le cadre de la Concertation Gaz et constitue une des préoccupations principales pour l'ensemble des parties prenantes.

Cette mise à disposition très opportune de capacités fermes, encore impossible à imaginer il y a quelques mois, doit conduire dès 2014, à une relecture commune de la réalité et de l'ampleur réelle de cette congestion.

### Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Cette option présente des inconvénients majeurs détaillés ci-dessous :

- **Un caractère discriminatoire** dans l'accès aux capacités pour les différents acteurs du marché, y compris entre les sites gazo-intensifs suivant leur implantation sur le réseau (Transport ou de Distribution) et par la limitation aux sites peu modulés.
- **Une perte de revenus pour le GRT** en raison du retrait 40 GWh/j de la commercialisation. Cette perte de revenus devra être récupérée sur d'autres points du réseau ce qui reviendra à la socialiser à l'ensemble du marché.
- **Une contradiction avec la mise en place du code de réseau CAM** car cette option viendra au contraire dégrader l'offre de capacités offerte au marché à la liaison Nord-Sud.

Pour toutes ces raisons, TIGF n'est pas favorable à cette option.

**Question 2 :** Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

D'un point de vue opérationnel, cette option n'a fait l'objet d'aucune étude approfondie, que ce soit à l'échelle du réseau de GRTgaz ou à l'échelle du réseau français incluant TIGF.

La mise en place d'une telle option risque de s'avérer complexe et de générer des coûts non inclus dans les trajectoires tarifaires des opérateurs d'infrastructures.

**Question 3 :** Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

TIGF n'y voit pas d'objection.

**Question 4 :** Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

Cette seconde option reprend globalement les règles opérationnelles mises en place lors de la dernière commercialisation de la liaison Nord-Sud. TIGF n'identifie donc pas de difficultés opérationnelles.

**Question 5 :** Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

RAS